



Villeneuve-Tolosane

# Plan Local d'Urbanisme

Approuvé par DCM le 18 octobre 2005

## 7 – ANNEXES

**2<sup>ème</sup> MODIFICATION**  
Approuvée par délibération  
du Conseil Communautaire le



Villeneuve-Tolosane



***SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE DE VILLENEUVE TOLOSANE***

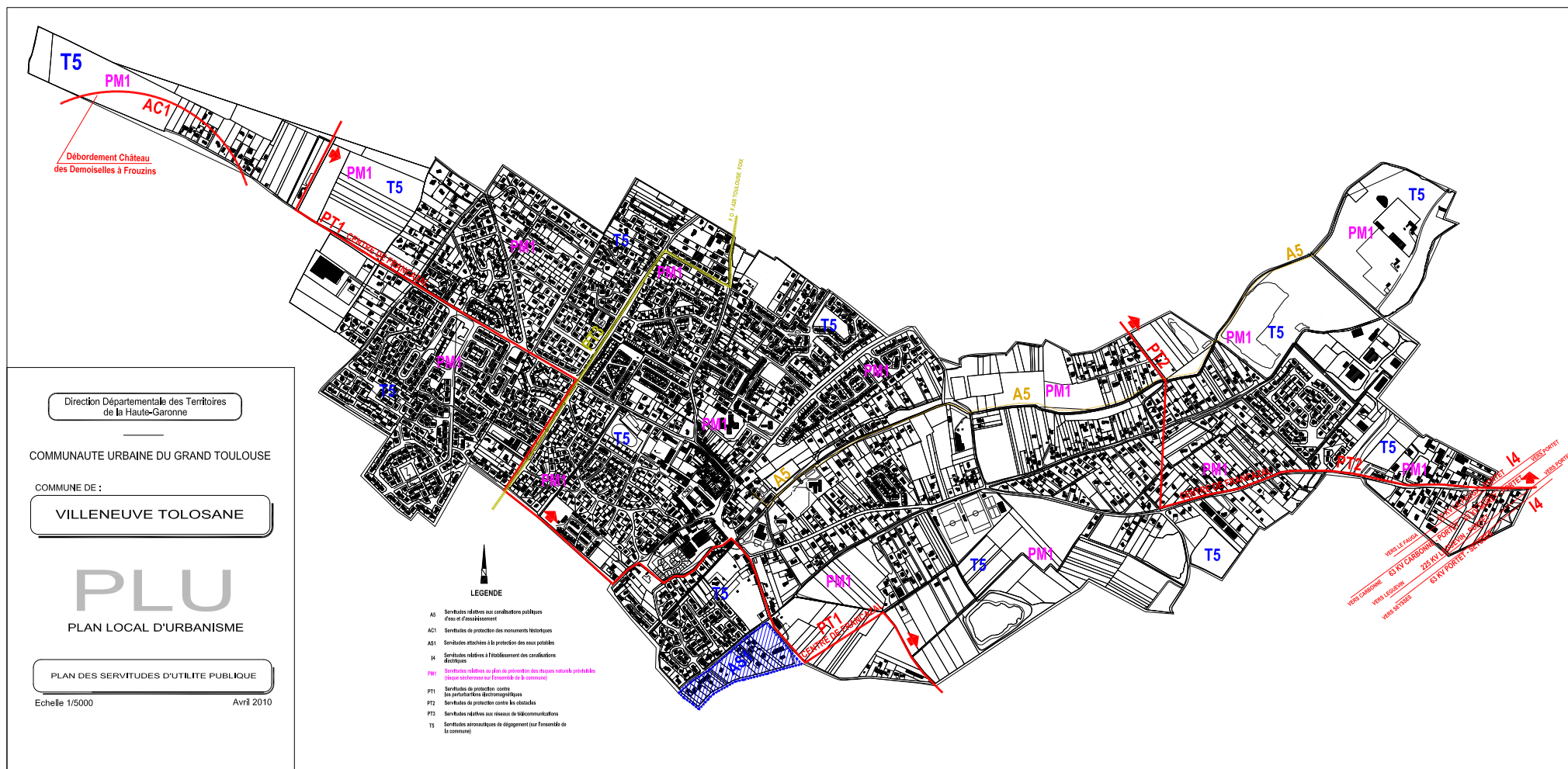
<b>DESIGNATION OFFICIELLE DE LA SERVITUDE</b>	<b>DESIGNATION DU GENERATEUR</b>	<b>REFERENCE DE L'ACTE QUI L'INSTITUE</b>	<b>DESIGNATION DU SERVICE LOCALEMENT RESPONSABLE</b>
AC1 - Servitudes de protection des monuments historiques	Château des Demoiselles à FROUZINS	Inscrit au titre des monuments historiques le 14 novembre 1979	Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine 69 rue du Taur 31000 – TOULOUSE
A5 - Servitude pour la pose de canalisations publiques d'eau et d'assainissement	Conduite de refoulement		Syndicat intercommunal à vocation multiple de la Saudrune
AS1 - Servitudes relatives à l'instauration de périmètres de protection des eaux destinées à la consommation humaine et des eaux minérales	Périmètres de protection de la prise d'eau dans la gravière des Echars	Arrêté Préfectoral du 18 octobre 2001	Direction départementale des affaires sanitaires et sociales 10, chemin du Raisin BP 42157 31021 – TOULOUSE CEDEX 2
I4 - Servitudes relatives à l'établissement des canalisations électriques	Lignes électriques: 225 KV - LEGUEVIN - PORTET 63 KV - PORTET - SEYSSSES (lignes sur supports communs)	Déclaration d'utilité publique	RTE - TESO GET - PYRENEES 87 RUE JEAN GAYRAL 31200 - TOULOUSE

***SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE DE VILLENEUVE TOLOSANE***

<b>DESIGNATION OFFICIELLE DE LA SERVITUDE</b>	<b>DESIGNATION DU GENERATEUR</b>	<b>REFERENCE DE L'ACTE QUI L'INSTITUE</b>	<b>DESIGNATION DU SERVICE LOCALEMENT RESPONSABLE</b>
I4 - Servitudes relatives à l'établissement des canalisations électriques (suite)	2 X 63 KV CARBONNE - PORTET MURET - PORTET (lignes sur supports communs)  63 KV - FAUGA – PORTET	Déclaration d'utilité publique	RTE - TESO GET - PYRENEES 87 RUE JEAN GAYRAL 31200 - TOULOUSE
PT1 - Protection des centres de réception contre les perturbations électromagnétiques	Centre de TOULOUSE FRANCAZAL	Décret du 10 juillet 1961	Direction Départementale des Territoires de Haute-Garonne AIR 2 Base de Francazal B.P. N° 115 31998 - TOULOUSE ARMEES
PT2 - Protection contre les obstacles des centres d'émission et de réception exploités par l'Etat	Centre de TOULOUSE FRANCAZAL	Décret du 10 juillet 1961	Direction Départementale des Territoires de Haute-Garonne AIR 2 Base de Francazal B.P. N° 115 31998 - TOULOUSE ARMEES
PT3 - Servitudes relatives aux installations de télécommunications	Liaison à fibres optiques F 428 TOULOUSE - SAINT GAUDENS	Arrêté préfectoral du 13 février 1995	France Télécom - UIMP 2 avenue du Général Hoche 81000 ALBI

***SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE DE VILLENEUVE TOLOSANE***

<b>DESIGNATION OFFICIELLE DE LA SERVITUDE</b>	<b>DESIGNATION DU GENERATEUR</b>	<b>REFERENCE DE L'ACTE QUI L'INSTITUE</b>	<b>DESIGNATION DU SERVICE LOCALEMENT RESPONSABLE</b>
T5 - Servitudes de dégagement des aérodromes	Aérodrome de TOULOUSE FRANCAZAL	Arrêté interministériel du 09 juillet 1976	Direction Départementale des Territoires de Haute-Garonne AIR 2 Base de Francazal B.P. N° 115 31998 - TOULOUSE ARMEES
PM1 Servitudes résultant du plan de prévention des risques naturels prévisibles	Plan de prévention des risques naturels prévisibles de mouvements différentiels de terrains consécutifs au phénomène de retrait-gonflement des sols argileux.	Arrêté préfectoral du 22 décembre 2008	Direction Départementale des Territoires de Haute-Garonne Service Risques et Gestion de Crise Cité administrative 2, Bd. Armand-Duportal BP 70001 31074 TOULOUSE CEDEX 9



## ARRETE PREFECTORAL

portant approbation du  
Plan de Prévention des Risques naturels prévisibles de mouvements différentiels de  
terrain consécutifs au phénomène de retrait-gonflement des sols argileux  
pour la commune de VILLENEUVE-TOLOSANE,

Affiché le  
22 AVR. 2009

LE PREFET DE LA REGION MIDI – PYRENEES,  
PREFET DE LA HAUTE – GARONNE  
Officier de la Légion d'Honneur,

- VU le code général des collectivités territoriales,
- VU le code de l'urbanisme
- VU le code de l'environnement
- VU la loi n° 2004-811 du 13 août 2004, relative à la modernisation de la sécurité civile,
- VU la loi n° 95-101 du 2 février 1995 modifiée relative au renforcement de la protection de l'environnement,
- VU le décret n° 95-1089 du 5 octobre 1995 relatif aux plans de prévention des risques naturels prévisibles ; modifié par décret n° 2005-3 du 4 janvier 2005,
- VU l'arrêté préfectoral en date du 02 février 2004 prescrivant l'établissement d'un Plan de Prévention des Risques naturels prévisibles de mouvements différentiels de terrain consécutifs au phénomène de retrait-gonflement des sols argileux pour la commune de VILLENEUVE-TOLOSANE,
- VU l'arrêté préfectoral en date du 20 avril 2005, prescrivant l'ouverture d'une enquête publique du 30 mai 2005 au 30 juin 2005 sur le projet de Plan de Prévention des Risques naturels prévisibles de mouvements différentiels de terrain consécutifs au phénomène de retrait-gonflement des sols argileux pour la commune de VILLENEUVE-TOLOSANE,
- VU l'avis défavorable du conseil municipal de VILLENEUVE-TOLOSANE en date du 23 juin 2005,
- VU les rapports et conclusions de la Commission d'Enquête en date 28 septembre 2005,
- VU les modifications apportées au dossier pour faire droit aux observations de la Commission d'Enquête et du conseil municipal,
- SUR proposition du Directeur Départemental de l'Équipement de la Haute-Garonne.

## ARRETE

**Article 1<sup>er</sup> :** Le Plan de Prévention des Risques naturels prévisibles de mouvements différentiels de terrains consécutifs au phénomène de retrait-gonflement des sols argileux pour la commune de VILLENEUVE-TOLOSANE annexé au présent arrêté, est approuvé.

**Article 2 :** Le Plan de Prévention des Risques naturels prévisibles, visé à l'article 1, vaut servitude d'utilité publique et sera, à ce titre, annexé au document d'urbanisme de la commune de VILLENEUVE-TOLOSANE, en application des dispositions de l'article L 126 – 1 du code de l'urbanisme.

**Article 3 :** Le présent arrêté fera l'objet d'une mention, à la diligence du préfet et à ses frais, en caractères apparents, dans un journal diffusé dans le département.

Cet arrêté sera, en outre, publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Haute-Garonne.

Une copie du présent arrêté sera publiée par voie d'affichage en mairie de VILLENEUVE-TOLOSANE à la diligence du maire, pendant un mois au minimum.

**Article 4 :** Le Plan de Prévention des Risques naturels prévisibles, visé à l'article 1, est tenu à la disposition du public, tous les jours ouvrables et aux heures habituelles d'ouverture des bureaux :

- 1 – à la mairie de VILLENEUVE-TOLOSANE
- 2 – à la Préfecture de la Haute – Garonne.

**Article 5 :** La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, soit d'un recours gracieux auprès du Préfet de la Haute-Garonne, soit d'un recours hiérarchique auprès du Ministre de l'écologie, du développement et de l'aménagement durables.

Il peut faire également l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Toulouse soit :

- 1 - directement, en l'absence de recours préalable, dans le délai de deux mois à compter de la plus tardive des mesures de publicité prévues à l'article 3,
- 2 - à l'issue d'un recours préalable, dans les deux mois à compter de la date de notification de la réponse obtenue de l'administration, ou au terme d'un silence gardé par celle-ci pendant deux mois à compter de la réception de la demande.

**Article 6 :** Le Secrétaire Général de la Préfecture, le maire de la commune de VILLENEUVE-TOLOSANE, le Directeur Régional et Départemental de l'Équipement, le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département.

Fait à Toulouse le

22 DEC. 2008

Pour le Préfet  
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet

Anne-Gaëlle BAUDOUIN-CLERC



PRÉFECTURE DE LA HAUTE-GARONNE

DIRECTION DES POLITIQUES  
INTERMINISTÉRIELLES

Bureau de l'Environnement

**A R R E T E**

portant approbation du Plan d'exposition au bruit  
(P.E.B.) de l'aérodrome de Toulouse-Francazal

Le Préfet de la région Midi-Pyrénées  
Préfet de la Haute-Garonne  
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L 571-11, L 571-13 et R 571-58 à R 571-65;

Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L 147-1 à L 147-8 et R 147-1 à R 147-11 ;

Vu l'accord exprès exprimé par courriers des 8 décembre 2004 et 31 mars 2006 du ministre de la défense pour engager la révision du plan d'exposition au bruit de l'aérodrome de Toulouse-Francazal ;

Vu l'avis de la commission consultative de l'environnement de l'aérodrome de Toulouse-Francazal en date du 17 février 2006 sur les valeurs de l'indice Lden à prendre en compte pour déterminer les limites extérieures des zones B et C du projet de révision du plan d'exposition au bruit de l'aérodrome de Toulouse-Francazal ;

Vu l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2006 modifié par arrêté préfectoral du 26 janvier 2007 portant mise en révision du plan d'exposition au bruit de l'aérodrome de Toulouse-Francazal ;

Vu l'arrêté préfectoral du 31 juillet 2006 modifié par arrêté préfectoral du 29 janvier 2007 portant application par anticipation des dispositions de l'article L 147-5 du code de l'urbanisme concernant la zone C du projet de révision du plan d'exposition au bruit de l'aérodrome de Toulouse-Francazal ;

Vu le projet de révision du plan d'exposition au bruit de l'aérodrome de Toulouse-Francazal comportant un rapport de présentation et un plan au 1/25000<sup>ème</sup> joints à l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2006 modifié par arrêté préfectoral du 26 janvier 2007 portant mise en révision du plan d'exposition au bruit de l'aérodrome de Toulouse-Francazal ;

Vu les avis des communes concernées et des établissements publics de coopération intercommunale compétents sur le projet de révision du plan d'exposition au bruit de l'aérodrome de Toulouse-Francazal consultés les 28 juillet 2006 et 1<sup>er</sup> février 2007 ;

Vu l'avis de la Commission consultative de l'environnement de l'aérodrome de Toulouse-Francazal sur le projet de révision du plan d'exposition au bruit de l'aérodrome de Toulouse-Francazal, consultée les 19 octobre 2006 et 19 février 2007 ;

Vu le dossier soumis à enquête publique ;

Vu l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> février 2007 portant ouverture de l'enquête publique sur le projet de révision du plan d'exposition au bruit de l'aérodrome de Toulouse-Francazal du 26 février 2007 au 28 mars 2007 inclus ;

Vu le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur sur la révision du plan d'exposition au bruit de l'aérodrome de Toulouse-Francazal émettant un avis favorable assorti d'une réserve et d'une recommandation ;

Vu la lettre du 28 août 2007 sollicitant l'accord exprès du ministre de la défense pour l'approbation du plan d'exposition au bruit révisé de l'aérodrome de Toulouse-Francazal ;

Vu l'accord exprès à l'approbation du plan d'exposition au bruit révisé de l'aérodrome de Toulouse-Francazal du ministre de la défense en date du 14 novembre 2007 ;

Considérant que le plan d'exposition au bruit de l'aérodrome de Toulouse-Francazal, approuvé le 8 octobre 1991, nécessite d'être révisé pour le mettre en conformité avec les dispositions réglementaires en vigueur, notamment l'utilisation de l'indice Lden et la création d'une zone D et pour l'adapter aux nouvelles prévisions de trafic aérien sur la plate-forme de Toulouse-Francazal ;

Considérant qu'il convient de prendre les mesures nécessaires et adaptées pour réglementer l'utilisation des sols exposés aux nuisances engendrées par l'activité de l'aérodrome de Toulouse-Francazal en vue d'assurer la protection et l'information des populations contre ces nuisances ;

Considérant qu'il convient de lever la réserve formulée par le commissaire enquêteur ;

Considérant que les points fixes seront désormais exceptionnels et liés au dépannage éventuels d'avions de passage et qu'ils seront réalisés dans le plus strict respect de contraintes horaires conformément aux demandes des mairies avoisinantes ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture de la Haute-Garonne,

## **ARRETE**

**Article 1** – Le plan d'exposition au bruit révisé de l'aérodrome de Toulouse-Francazal est approuvé conformément au dossier annexé au présent arrêté.

**Article 2** – Le plan d'exposition au bruit concerne le territoire des communes suivantes : CUGNAUX, FROUZINS, LACROIX-FALGARDE, PINSAGUEL, PLAISANCE-DU-TOUCH, PORTET SUR GARONNE, ROQUES SUR GARONNE, VILLENEUVE-TOLOSANE, TOULOUSE et TOURNEFEUILLE.

**Article 3** – Le plan d'exposition au bruit comprend :

- ☐ un rapport de présentation
- ☐ un plan à l'échelle 1/25000<sup>ème</sup> faisant apparaître les limites des zones A, B, C et D.

L'indice Lden définissant la limite extérieure de la zone A est fixée à 70  
 L'indice Lden définissant la limite extérieure de la zone B est fixée à 62  
 L'indice Lden définissant la limite extérieure de la zone C est fixée à 57  
 L'indice Lden définissant la limite extérieure de la zone D est fixée à 50

**Article 4** – Le plan d'exposition au bruit révisé de l'aérodrome de Toulouse-Francazal pourra être consulté dans les mairies des communes de CUGNAUX, FROUZINS, LACROIX-FALGARDE, PINSAGUEL, PLAISANCE-DU-TOUCH, PORTET SUR GARONNE, ROQUES SUR GARONNE, VILLENEUVE-TOLOSANE, TOULOUSE et TOURNEFEUILLE, au siège de la Communauté d'agglomération Sud-Est toulousain (SICOVAL) à la préfecture de la Haute-Garonne (Direction des politiques interministérielles-bureau de l'environnement) et à la Direction départementale de l'équipement.

**Article 5** – La mention des lieux où les documents peuvent être consultés sera insérée dans deux journaux à diffusion régionale ou locale dans le département et affichée dans les mairies et au siège des établissements publics de coopération intercommunale concernés.

**Article 6** – Le plan d'exposition au bruit révisé entrera en vigueur après sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture et après que les formalités de publicité prévues à l'article 5 auront été accomplies.

**Article 7** – L'arrêté préfectoral du 31 juillet 2006 modifié portant application par anticipation de la zone C du projet de PEB de l'aérodrome de Toulouse-Francazal est abrogé à compter de la date d'entrée en vigueur du nouveau plan d'exposition au bruit.

**Article 8** – Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Toulouse, dans le délai de deux mois suivant sa publication.

**Article 9** – Le Secrétaire Général de la préfecture de la Haute-Garonne,  
 Les maires des communes de CUGNAUX, FROUZINS, LACROIX-FALGARDE, PINSAGUEL, PLAISANCE-DU-TOUCH, PORTET SUR GARONNE, ROQUES SUR GARONNE, VILLENEUVE-TOLOSANE, TOULOUSE et TOURNEFEUILLE,  
 Le Sous-Préfet de Muret,  
 Le Président de la Communauté d'agglomération du SICOVAL,  
 Le Directeur départemental de l'équipement,  
 Le Directeur régional de l'environnement,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Toulouse, le 18 JUIN 2008

Pour le Préfet  
 Le Secrétaire Général  
 de la Préfecture de la Haute-Garonne  
 Patrick CREZE



# LEGENDE

Lden 70

Limite extérieure ZONE A

Lden 62

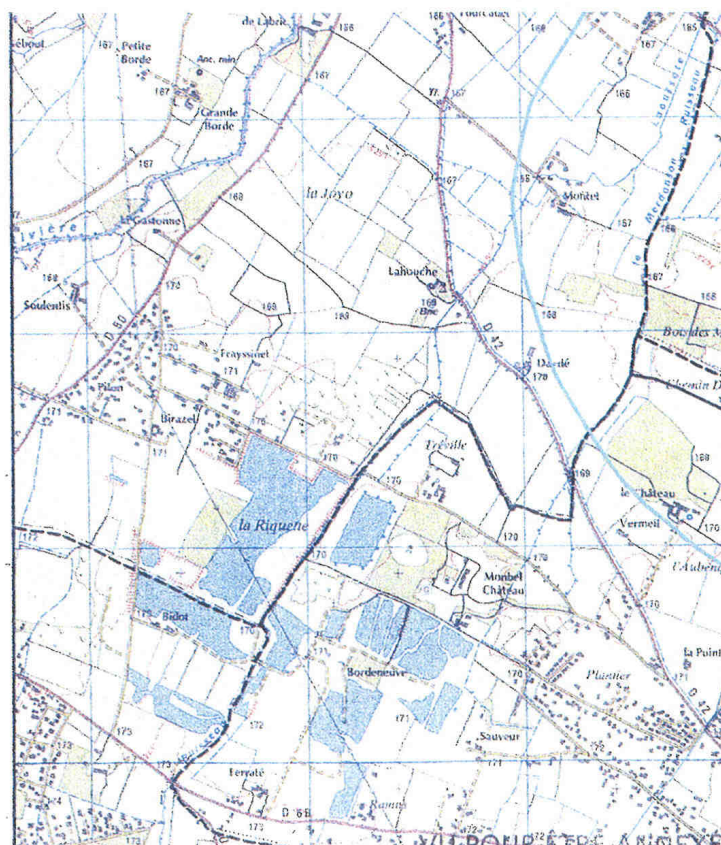
Limite extérieure ZONE B

Lden 57

Limite extérieure ZONE C

Lden 50

Limite extérieure ZONE D



## LEGENDE

À L'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL  
DU 18 JUIN 2008

Lden 70

Limite extérieure ZONE A

Lden 62

Limite extérieure ZONE B





COMMUNE DE  
VILLENEUVE-TOLOSANE  
HAUTE-GARONNE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL

N° 111 - 10/2007

DATE DE CONVOCATION :  
12 octobre 2007

NOMBRE DE CONSEILLERS :  
EXERCICE : 29  
PRESENTS : 18  
VOTANTS : 22

Affiché le 22 octobre 2007

GG/MD/AB

Objet :  
INSTAURATION DU PERMIS  
DE DEMOLIR SUR LE  
TERRITOIRE DE LA  
COMMUNE DE  
VILLENEUVE-TOLOSANE

Certifié exécutoire  
Reçu en Préfecture le

Formalités de publicité  
effectuées le

Pour copie certifiée conforme à l'original.  
A Villeneuve-Tolosane, le

Le Maire,

L'an deux mille sept le 18 octobre à 19 heures, le Conseil Municipal de la Commune de Villeneuve-Tolosane dûment convoqué s'est réuni dans la Salle du Conseil Municipal en session ordinaire sous la présidence de M. Dominique COQUART, Maire.

Etaient présents : Mmes et MM. COQUART, ICARD, CHICHE, MANENS JL, MASFARNE, PELLAT, PRADEL, LARADJI, SEATEUN, FERRAS, JONQUIERE, BOUYARBOU, MANENS M, FLORIN, VANDEABROUCKE, ARRIBEHAUTE, BELIN, DUPUIS.

Procurations : M. BESSE à Mme ARRIBEHAUTE, M. PASSAMA à Mme LARADJI, Mme LE BERRE à Mme CHICHE, Mme BARRAU à M. DUPUIS.

Absents : Mme Gasso, M. Perez, M. Rigaud, M. Ballester, M. Bergo, M. Gillard  
Absent excusé : M. Martinet.

Secrétaire de séance : Monsieur Jean-Louis JONQUIERE.

Le Maire rappelle au conseil municipal que le règlement du PLU, au titre des dispositions applicables à l'ensemble de la commune, article 5 « dispositions spécifiques à la commune » prévoit que les travaux de démolition sont soumis à permis au titre de l'ancien article R.430-1 du code de l'urbanisme.

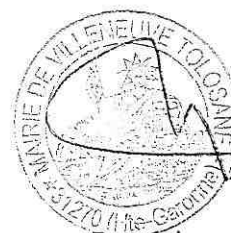
Le nouvel article R.421-27 du Code de l'Urbanisme précise que « *doivent être précédés d'un permis de démolir les travaux ayant pour objet de démolir ou de rendre inutilisable tout ou partie d'une construction située dans une commune ou une partie de commune où le CONSEIL MUNICIPAL a décidé d'instituer le permis de démolir* »

Considérant que le petit patrimoine notamment identifié au PLU, constitue un bâti de caractère à protéger et que plus généralement l'enjeu des transformations urbaines passe par la maîtrise des travaux visant à supprimer les constructions existantes, il est proposé de soumettre les démolitions de tout ou partie d'un immeuble à permis de démolir et ce sur l'ensemble de la commune.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide de soumettre au permis de démolir les opérations mentionnées à l'article R.421-27 du Code de l'Urbanisme sur la totalité du territoire communal.

Pour extrait conforme.

Fait à Villeneuve-Tolosane, le 18 octobre 2007



Le Maire

Dominique COQUART